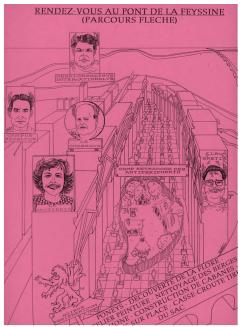
La défense de la Feyssine

En 1983, dans le contexte des élections municipales, l'idée de la construction d'un troncon nord et ouest du périphérique lyonnais émerge. Elle se pose avec de plus en plus d'acuité dans le courant des années 1980, notamment en regard de grands projets d'aménagement qui touchent le nord de l'agglomération lyonnaise. Ceux-ci comptent le projet de la Cité internationale lancé au milieu des années 1980 et entamé véritablement dès le début du mandat de Michel Noir (maire de Lyon) en 1989. Charles Hernu (maire de Villeurbanne) présente, en 1988, le projet « Villa urbana » qui envisage la construction d'un vaste technopole, censé bénéficier du dynamisme du campus de la Doua, d'une part et de la Cité internationale, d'autre part. Première menace pour la Feyssine, vaste territoire boisé (dont 70 hectares d'espaces naturels) qui couvre la rive sud du Rhône et le nord de Villeurbanne, le projet « Villa urbana » est interrompu par la mort du maire de Villeurbanne au début de l'année 1990. Dès la fin des années 1980, l'association Vivre Vert Villeurbanne prend la tête du mouvement d'opposition aux deux projets (Villa urbana puis le périphérique Nord) qui menacent la Feyssine, notamment en s'associant à d'autres opposants autour du collectif « La Feyssine ». Au cours de l'année 1990, le collectif engage son action sur plusieurs plans, à la fois à travers des missions d'information (au sein de comités de quartiers, notamment celui de Croix-Luizet dont le tracé du périphérique affecte particulièrement les habitants puisqu'il y prévoit la construction d'un échangeur) mais également des manifestations rassemblant de nombreux opposants au périphérique nord et s'inscrivant, plus largement, dans une contestation des aménagements destinés à l'usage de l'automobile.



Des enjeux écologiques, mais aussi politiques

C'est dans une logique de doubleopposition à « la ville tout-voiture » et à la « bétonite » des aménageurs que le collectif « La Feyssine » trouve le soutien des groupes écologistes locaux, notamment à travers la figure de Pierre Bouquet (conseiller municipal de Villeurbanne) et d'Étienne Tête (conseiller communautaire de la métropole). L'année 1991 voit l'affaire de la Feyssine se politiser dans le cadre de l'enquête publique lancée le 14 Janvier 1991 : elle se concentre en particulier autour du projet de Marc Fraysse, Conseiller RPR (Rassemblement pour la République), qui propose un aménagement routier alternatif, une voie portée, sur pilotis, au-dessus du Rhône et de la Feyssine, compromis raisonnable selon lui entre la nécessaire réalisation du périphérique nord et la protection du quartier et des espaces naturels de la Feyssine. Dans une logique similaire de compromis, Gilbert Chabroux, maire de Villeurbanne depuis la mort de Charles Hernu en 1990, accepte la construction du périphérique nord mais initie la création du parc naturel de la Feyssine en 1992.

Caricature des « anti-périphériques »
retranchés en « village gaulois », détail d'une
affiche pour une fête champêtre organisée
à la Feyssine par Vivre Vert Villeurbanne,
mai 1992, AMV – Le Rize